

Malek Boutih : «Au PS, on a beaucoup plus débattu de Macron que de la sécurité nationale»



Le député socialiste Malek Boutih - Crédits photo : Mousse/ABACA

Les verbatims (<http://premium.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/>) | Par [Tristan Quinault-Maupoil \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 22/07/2016 à 17h49

LE SCAN POLITIQUE - Le député socialiste propose, dans *Le Parisien Magazine*, l'installation d'une commission nationale de défense à laquelle serait associée l'opposition, Front national compris.

Si Malek Boutih fait l'éloge de l'unité nationale face au terrorisme, il n'épargne pas non plus sa famille politique. Au *Parisien Magazine*, il lance vendredi: «En mars, le président aurait dû constituer un gouvernement de guerre, dans lequel chaque ministre aurait été recruté pour faire face. Il a fait un gouvernement de campagne électorale, c'était une erreur». «La gauche est dans la même situation», poursuit-il, «au bureau national du PS, ces derniers mois, on a beaucoup plus débattu, avec beaucoup plus de passion, de la loi travail et d'Emmanuel Macron que de la sécurité nationale!» «Je pense qu'une guerre ne peut pas être traitée comme un problème de sécurité lambda», insiste le député de l'Essonne.

«On ne peut pas demander à l'opposition de se taire»

Une charge lourde qui amène une proposition: créer une «commission nationale de défense» pour rassembler tous les responsables politiques autour d'une même table. «On **ne peut pas demander à l'opposition de se taire (<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/07/15/25002-20160715ARTFIG00178-attentat-de-nice-les-socialistes-indignes-par-les-critiques-de-la-droite.php>)**, on doit lui proposer un cadre pour organiser le débat». Il souhaite que le Front national et Jean-Luc Mélenchon y soient représentés. «Quand une force politique comme le Front national représente 30% de l'électorat et qu'on parle de la sécurité de la communauté nationale, on ne la met pas

de côté. Il n'y a pas une France de droite et une France de gauche pour les islamistes», note Malek Boutih. A l'Etat islamique, «on doit lui montrer ce visage» de l'unité, insiste-t-il. Ajoutant: «Il faut que tous ensemble nous disions “entre Français on s'engueule, mais envers vous, l'Etat islamique, on est impitoyables et on ne changera pas”».

Dans la commission qu'il imagine, les forces politiques auraient «accès, sous le sceau du secret défense, à des données de sécurité nationale et seraient associées à des choix stratégiques de défense». Avec sa proposition, il veut rompre «la chaîne des causalités» où «personne, ni à droite ni à gauche», ne s'est «montré à la hauteur de la situation ces trente dernières années». Les dirigeants français, dit-il, «portent une lourde responsabilité dans la gestion des problématiques qui nourrissent l'islamisme».



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/tquinault>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/tquinault)

Tristan Quinault-Maupoil (<http://plus.lefigaro.fr/page/tquinault>)



Journaliste

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2594185>)

Journaliste politique

Twitter: [@TristanQM](https://twitter.com/TristanQM) (<https://twitter.com/TristanQM>)

tquinault@lefigaro.fr